

rejoignent donc cette fois pour engendrer un modèle dans lequel la famille nucléaire est réhabilitée. Gaspiller ses forces pour l'amour et le sexe, c'est désormais voler la révolution. Les mères de famille sont glorifiées, et couvertes de médailles, si elles ont de nombreux enfants.

La restauration de la morale traditionnelle se traduit bientôt par une législation redevenue normative et répressive, dont le code de la famille de 1936 est le pilier. L'homosexualité est à nouveau criminalisée en 1934, l'autorité paternelle rétablie en 1935. En juin 1936, l'avortement est interdit sauf pour raisons médicales. Les femmes expriment une vive opposition dans leur courrier aux journaux, invoquant notamment l'insuffisance de leurs salaires pour élever des enfants, mais rien n'y fait. La condition ouvrière se détériore.

Les femmes paieront aussi leur tribut à la répression et à la Grande Terreur. Au début des années 1950, elles constituent plus de 25% des détenus du Goulag. La majorité sont des veuves de guerre et des indigentes réduites à voler dans les champs des kolkhozes ou dans les ateliers d'usines. Après la mort de Staline, le 5 mars 1953, la politique familiale redeviendra progressivement plus libérale.

## Pour conclure...

Les communistes voulaient œuvrer à l'émergence d'un « homme nouveau » - et aussi, d'une « femme nouvelle ». Mais force est de constater que les rapports de genre n'ont, semble-t-il, pas autant évolué en faveur des femmes que ne permettaient de l'espérer les mesures novatrices prises par les bolcheviks, dans la foulée des révolutions que les femmes avaient pourtant soutenues de leurs efforts.

## POUR EN SAVOIR PLUS

\*Irène Jami, « L'expérience soviétique », dans Geneviève Dermenjian, Irène Jami, Annie Rouquier et al., *La place des femmes dans l'histoire : une histoire mixte*, Paris, Editions Belin, 2011, p.277-284.

\*Françoise Navailh, « Le modèle soviétique », dans Georges Duby et Michelle Perrot, *Histoire des femmes en Occident*, vol. 5, *Le XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Plon, 2002, p.325-354.

\*Alexandra Kollontaï, *Marxisme et révolution sexuelle*, Paris, F. Maspero, 1973, Paris, La Découverte, 2001.

# L'HÉRITAGE POLITIQUE DE LA RÉVOLUTION RUSSE

Par Samia Beziou

Chercheuse au Centre d'Histoire et de Sociologie des Gauches (ULB)

L'influence de la Révolution russe sur le XX<sup>e</sup> siècle est énorme. Au sujet du siècle passé, l'historien anglais Eric Hobsbawm parle de « court XX<sup>e</sup> siècle », période comprise entre la Révolution russe de 1917 et la chute du mur de Berlin en 1989. Durant ces décennies, les partis communistes qui s'étaient créés à l'appel des bolcheviks en 1919, ont été une pièce essentielle de l'évolution politique et sociale du monde. La classe ouvrière reconnaissait dans les partis communistes les représentants du drapeau rouge de la révolution et ce en dépit des échecs de leur politique. Malgré le stalinisme, elle voyait les partis communistes comme les représentants des travailleurs qui avaient renversé le tsar. Tous les révolutionnaires et même ceux que l'on appelle aujourd'hui la « gauche radicale » pensaient que la fin du stalinisme marquerait un regain de mobilisation chez les travailleurs. Enfin débarrassés de la tutelle soviétique, de nouvelles perspectives s'offriraient à eux. La classe ouvrière pourrait reprendre l'offensive et inverser le rapport de force avec la bourgeoisie qui lui était défavorable depuis si longtemps.



On a vu combien cette attente a été déçue. Dans un autre registre, la révolution russe légua un héritage politique qui n'est pas sans rapport avec ses répercussions sociales durant ce court XX<sup>e</sup> siècle. Depuis le début du XX<sup>e</sup> siècle,

la politique de la social-démocratie a évolué. Si elle disait vouloir changer le monde, elle estimait que dans bien des cas, il faudrait que le pouvoir passe par les mains de la bourgeoisie avant d'aller dans celles de la classe ouvrière. Après la chute du tsarisme, Lénine rejeta l'idée d'une étape intermédiaire pour les pays semi-ruraux, peu industrialisés, dans leur route vers le socialisme. En avril 1917, soit deux mois après la première révolution de février, Lénine s'exprima de son exil suisse pour la première fois. Il critiqua la politique de la direction bolchevique en Russie qui soutenait le gouverne-

ment provisoire. Avec le soutien des militants de base du parti, Lénine lui fit adopter un tournant politique qui serait plus tard appelé « Thèses d'avril » : fin du soutien au gouvernement provisoire, critique sans relâche, la classe ouvrière devait prendre elle-même le pouvoir. Les bolche-



viks rompaient avec la vieille politique sociale-démocrate. Les Thèse d'avril, malgré leur importance et leur originalité, ne connurent aucune postérité. Pourtant, officiellement, les partis communistes et révolutionnaires du XX<sup>e</sup> siècle se revendiquaient de son héritage. Revenons à ce propos sur les événements qui se déroulèrent en Russie entre février et octobre 1917 et l'intervention des bolcheviks.

Depuis le déclenchement de la Grande guerre, les ouvriers et paysans russes se côtoyaient sur le front. A la faveur du conflit qui s'éternisait, de larges couches de paysans côtoyaient pour la première fois des militants sociaux-démocrates et s'imprégnaient des idées révolutionnaires. Rentrés au village, les paysans ramenaient avec eux les idées du front. La maturation de la conscience politique de la paysannerie, couche majoritaire de la population exploitée, commençait son œuvre. De ce phénomène moléculaire, une étincelle suffit pour qu'ouvriers et soldats de Saint-Petersbourg se révoltent et renversent un pouvoir déjà vacillant. C'était la Révolution de février 1917. D'abord hésitante, la bourgeoisie se précipita pour prendre en main le nouveau pouvoir offert sur un plateau par la classe.

De la révolution de février naquit un gouvernement provisoire dont le spectre politique allait du Prince Lvov aux Mencheviks en passant par des représentants de la bourgeoisie. Par ailleurs, soldats et ouvriers se rassemblèrent au sein de comités, les fameux soviets, composés de délégué.e.s élu.e.s dans les usines, dans les quartiers et parmi les soldats. Les dirigeants des différents partis révolutionnaires, des Mencheviks et des socialistes révolutionnaires pour la plupart, formèrent un comité exécutif des soviets. Les délégués ouvriers et les soldats, qui n'avaient pas été consultés, acceptèrent son autorité. Le comité exécutif des soviets lui-même reconnaissait la légitimité du gouvernement provisoire. Or, au fur et à mesure des semaines, avec la continuation de la guerre et les attentes déçues des masses, les soviets gagnaient en influence. Tout le monde s'adressait à eux pour régler les problèmes de la vie quotidienne et de l'organisation de la société. Les soviets assuraient l'approvisionnement des entreprises en électricité, le transport des marchandises et des matières premières, réglaient les conflits du travail,... Les soviets

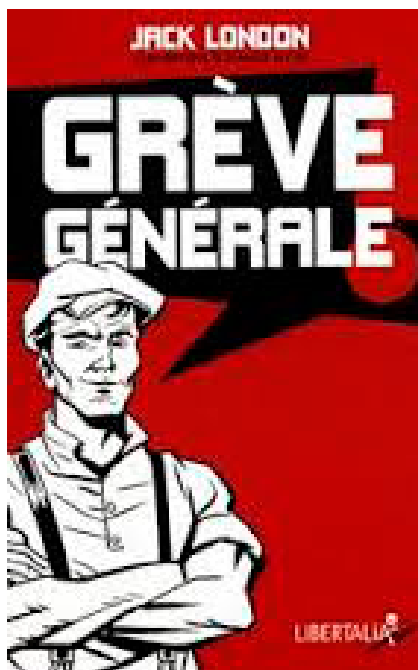
d'ouvriers et de soldats devenaient le véritable lieu du pouvoir, un pouvoir agissant et démocratique.

En face, le gouvernement provisoire accentuait l'effort de guerre, ne votait pas le décret tant attendu sur la redistribution des terres. Le gouvernement était impuissant à faire plier les propriétaires terriens et la bourgeoisie. Et le comité exécutif était impuissant devant le gouvernement. Aussi, son rôle de courroie de transmission de la politique gouvernementale auprès des soviets devint une évidence aux yeux des ouvriers et des paysans. Cette critique s'exprimait dans les soviets. Grâce au renouvellement fréquent de leurs délégués et à un mode d'élection directe, les soviets constituaient une caisse de résonance fidèle de l'état d'esprit des masses. De plus en plus, se faisait jour une dualité de pouvoir

entre le gouvernement provisoire et les soviets. Fondamentalement instable, la situation devait se résoudre en faveur de l'un ou de l'autre. A partir d'avril, Lénine s'employa à mobiliser le parti bolchevik afin que le pouvoir des soviets sorte vainqueur de ce face à face. Selon lui, l'état d'arriération de la Russie tsariste, la faiblesse de la classe ouvrière et l'arriération d'une paysannerie majoritaire dans la société ne constituaient pas un obstacle à la révolution sociale. L'accueil favorable dans les soviets de son mot d'ordre « tout le pouvoir aux soviets » le confortait dans son appréciation. D'avril à octobre, chaque événement, la manière qu'avaient les bolcheviks de s'y répondre, accroissait sa popularité. Dans la pratique, le pouvoir était aux mains des ouvriers et des soldats. Aussi, en octobre, la prise du Palais d'hiver

apparut comme une simple formalité, une reconnaissance symbolique d'une situation de fait.

La nécessité d'une révolution sociale dirigée par la classe ouvrière afin de mener à terme les réformes dites « bourgeoises » - droits démocratiques et réforme agraire - fut la leçon politique principale que tiraient les bolcheviks de la révolution. Elle devint la colonne vertébrale du programme de la III<sup>e</sup> Internationale qu'ils appelaient à construire, la condition principale à laquelle les futurs partis communistes devaient adhérer. Dès lors, croire en la possibilité pour la bourgeoisie de débarrasser la société des derniers oripeaux de l'Ancien Régime était devenu la ligne de fracture entre réformistes et révolutionnaires.



Dans son ouvrage *La révolution russe*, écrit en 1918, Rosa Luxemburg ne remettait pas en cause cette conclusion politique. Au contraire, elle estimait que les bolcheviks, une fois au pouvoir, avaient pris des mesures qui affaiblissaient la révolution. Selon elle, la répartition des terres au lieu de leur collectivisation était un renoncement au programme révolutionnaire. De même, elle critiquait les bolcheviks sur leur politique nationale. Afin de se démarquer de la politique « Grande Russie » de l'Empire tsariste, les bolcheviks ont défendu l'idée de la « liberté pour les Peuples à disposer d'eux-mêmes ». Or, d'origine polonaise, Rosa Luxemburg était une farouche opposante au parti socialiste polonais qu'elle jugeait plus nationaliste que socialiste. La politique des bolcheviks lui apparaissait comme un abandon de l'internationalisme et une concession aux nationalistes, polonais en particulier ; bref, une erreur dangereuse. Rosa Luxemburg critiqua encore un troisième aspect de la politique bolchevique. Elle estimait anti-démocratiques certaines décisions autoritaires des bolcheviks au début de la guerre civile. En revanche, consciente qu'elle était loin de l'épicentre de la révolution et qu'elle ne pouvait mesurer avec précision la situation politique

en Russie, elle écrivait faire confiance à Lénine qui, peut-être, n'avait pas eu le choix de procéder autrement. Rosa Luxemburg a été assassinée sans avoir pu se rendre en Russie en butte à la guerre civile. Elle n'eut pas l'occasion de confirmer ou d'infirmer sa critique, y compris concernant le manque de démocratie des bolcheviks. Néanmoins, c'est ce dernier aspect qui a nourri, entre-autres, les critiques des anarchistes, et ensuite de certains courants réformistes, notamment dans les syndicats.



Historiquement, au lendemain de la révolution russe, c'était l'accord ou non sur les Thèses d'avril qui séparait les réformistes des révolutionnaires. A cette époque, il ne serait venu à l'idée de personne de caractériser Rosa Luxemburg de réformiste au nom de ses critiques des bolcheviks. Il reste à analyser comment s'est fait ce retour contemporain du débat « réforme ou révolution ».

## BRUXELLES : VILLE D'ACCUEIL RÉVOLUTIONNAIRE ?



Par Luc roussel  
Président du CARHOP

**1917-2017. Cent ans se sont écoulés depuis la révolution d'octobre en Russie. On verra que la présence de Marx et Engels, réfugiés durant quelques années à Bruxelles, a contribué à renforcer les mouvements de protestation sociale dans la ville et le pays. Et qu'avec d'autres exilés politiques, arrivés à Bruxelles au long de ce siècle, l'action du mouvement ouvrier s'en est trouvée confortée.**

En 1830, une vague révolutionnaire traverse l'Europe, particulièrement en Irlande, en Grèce, en Belgique. Ce sont des mouvements nationaux, libéraux ou « populaires présocialistes » comme l'écrit Xavier Mabille, qui modifient la carte de l'Europe issue du Congrès de Vienne. Cette réunion diplomatique qui avait remodelé plusieurs Etats européens dont les Pays-Bas, le Luxembourg et les provinces belges, sans demander leur avis aux populations concernées, après la défaite de Napoléon à Waterloo en 1815.

Témoin de l'esprit du libéralisme politique en vigueur à l'époque, Charles Rogier, ministre de l'Intérieur, proclame à la Chambre : « *La Belgique est hospitalière pour tout le monde, elle garantit la liberté à tous les étrangers, mais elle n'entend pas leur garantir la liberté du désordre, la liberté de l'émeute* »<sup>1</sup>.

C'est à l'aune de cette déclaration que l'on peut suivre la politique belge « d'accueil » de révolutionnaires et de proscrits à Bruxelles durant ces presque deux derniers siècles. Les gouvernements successifs oscillent entre l'accueil des réfugiés politiques au nom du droit d'asile et la prudence dans les relations avec les grands pays voisins. Ce qui explique les diverses mesures d'expulsion.

En France, la Révolution de juillet 1830 permet à Louis-Philippe de reprendre le titre de roi des Français. Suite au rétablissement de la monarchie en France, de nombreux

<sup>1</sup> Annales parlementaires, Chambre des Représentants, session 1847-48, t.1, p.950



socialistes utopistes se réfugient en Belgique. Parmi eux, Victor Considérant, disciple de Fourier, et Jean-Baptiste Godin, patron des usines Godin, qui établit un phalanstère à côté de son usine le long du canal à Bruxelles (actuellement centre commercial Docks) ainsi que plusieurs Saint-Simoniens.

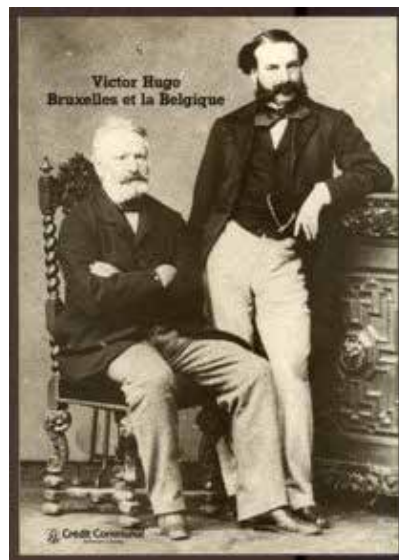
A cette époque, il n'y a pas de mouvement véritablement ouvrier en Belgique. Les révoltes sporadiques et éphémères ne parviennent pas à ébranler l'ordre établi capitaliste. C'est parmi la bourgeoisie progressiste qu'il faut chercher les premières manifestations socialistes dans le pays. Ceci explique que les proscrits français n'entrent que peu en contact avec des travailleurs belges. Néanmoins, les bourgeois éclairés et une avant-garde agissant en ordre dispersé relaye l'action et les réflexions des socialistes utopistes. Des cercles de réflexion se créent à Bruxelles. Une presse appuie les principales revendications sociales. Parmi ces journaux, on peut citer le « Débat social » (1849-1884) qui véhicule chez nous les idées de Fourier.

## Marx à Bruxelles

Karl Marx lui-même, expulsé de France par le gouvernement Guizot, cherche refuge en Belgique, car d'après lui, le pays est un poste d'observation à nul autre pareil. Mieux qu'en Angleterre, Marx pouvait maintenir le contact avec la France et la Rhénanie allemande. Il arrive à Bruxelles en 1845. Surveillé étroitement par le ministère de la Justice, il obtient néanmoins l'autorisation de séjour. Il y restera en tout trois ans. En 1847, il fonde avec Frédéric Engels la « Deutsche Arbeiter Bildung Verein », puis il publie « La Misère de la philosophie » dans lequel il rompt avec les utopistes de Saint Simon et de Proudhon. La même année, Marx fonde à Bruxelles la Fédération belge de La Ligue des Communistes, dans un établissement de la Grand-Place, la Tête d'or. Plus tard, il se rend à Londres pour dresser les premiers jalons d'une Internationale ; de retour à Bruxelles, il confie le « Manifeste du Parti communiste » à un éditeur. Ce qui entraîne son expulsion vers la France.

## Les communards

Lorsque Napoléon III prend le pouvoir en France en 1851, de nombreux opposant.e.s, dont Victor Hugo s'installent à Bruxelles. Il en est de même en 1871, pour certains protagonistes de la Commune de Paris. Alors que les révolutionnaires, battus, arrêtés et assassinés, étaient pourchassés en France et honnis par toute la bourgeoisie européenne, Victor Hugo, présent en Belgique, pays qui refusait le droit d'asile aux réfugiés de la Commune, écrit : *"Quant à moi, je déclare ceci : cet asile que le gouvernement belge refuse aux vaincus de Paris, je l'offre ! Où ? En Belgique ! Je fais à*



*la Belgique cet honneur. J'offre l'asile : qu'un vaincu de la commune de Paris frappe à ma porte ; j'ouvre ; il est dans ma maison ; il est inviolable... Si l'on vient chez moi prendre un fugitif de la Commune, on me prendra."*

Victor Hugo est expulsé le 30 mai 1871. La loi d'amnistie de 1879 et 1880 provoque le retour vers la France des 1200 à 3000 réfugiés qui avaient réussi à pénétrer en Belgique.

Les années 1870-80 voient aussi l'arrivée de milliers de juifs russes qui fuient à la fois les persécutions et la misère. Leur projet initial est de rejoindre l'Amérique du Nord, mais pour diverses raisons un certain nombre reste en Belgique.

## Novembre 1918 : un « soviet » de soldats

Novembre 1918 : la guerre 14-18 se termine. Mais les signes du départ de l'occupant sont visibles dès la mi-octobre : les familles de fonctionnaires allemands quittent la ville et des dizaines de milliers de soldats, fuyant devant l'avancée des troupes alliées, transitent par la capitale. Dans cette atmosphère de débâcle militaire, une révolution abolit le régime impérial allemand. La république est établie le 8 novembre. Un Conseil révolutionnaire de soldats allemands (Soldatenrat) est créé à Bruxelles le 9 novembre et met un terme au régime du Gouvernement général (d'occupation). Les membres de ce conseil de soldats ne se considèrent plus comme des occupants. Ils remettent aux autorités communales une partie de leurs prérogatives et tentent d'assurer le retrait des armées allemandes en évitant des heurts avec la population.

Une agitation extrême règne toutefois dans les rues : des Bruxellois fraternisent avec les révolutionnaires et des fusillades éclatent entre des officiers demeurés fidèles à l'empereur et des soldats révoltés. Pour leur part, les dirigeants du POB (Parti ouvrier belge) refusent tout contact

avec les révolutionnaires. Ce faisant, ils tuent dans l'œuf toute possibilité de contagion. En l'absence d'un pouvoir capable d'imposer son autorité, un climat chaotique persiste jusqu'au 17 novembre, jour du départ des derniers occupants et de la libération officielle de la ville. Le 22 novembre, le roi entre dans la capitale à la tête de l'armée. La parenthèse se referme.

Notons également, qu'avant cela, en juillet 1903, se tient à Bruxelles, le 2<sup>ème</sup> congrès du Parti Social Démocrate de Russie (POSDR), membre de la 2<sup>ème</sup> Internationale. Ce congrès a pour objectif de fonder un parti ouvrier en Russie. Lénine et ses partisans obtiennent la majorité; une scission se produit à ce moment entre bolcheviques et menchiques. Le harcèlement de la police tsariste et l'intervention de la police belge font en sorte que la 2<sup>ème</sup> partie du Congrès doit se poursuivre à Londres.

### Arrivée d'Italiens antifascistes

En Italie, l'instauration du fascisme en 1922 est à l'origine d'une émigration massive d'Italiens. C'était à la fois une émigration politique et économique. Beaucoup de militants étaient passés d'abord par la Suisse et la France d'où ils étaient parvenus en Belgique, profitant de la constitution très libérale de la Belgique. Ils dynamisent le Parti Communiste Belge (PCB). Le Drapeau Rouge, organe du parti, comptera d'ailleurs une rubrique hebdomadaire en italien. Ces communistes italiens seront également très actifs à l'occasion de la guerre civile espagnole. La Belgique va se couvrir d'un réseau de comités pour l'Espagne, sous la bannière de l'antifascisme et de la laïcité. 1800 membres des Brigades internationales dont 600 étrangers partent de Belgique ; la solidarité des syndicats socialistes est importante ; l'accueil des enfants (niños de la guerra) est enthousiaste<sup>2</sup>. Plus tard, ces militants entreront dans la résistance.

Cela fait que Bruxelles est considéré entre les années 20 et 30 comme un centre important de l'antifascisme européen. De nombreuses associations sociales, éducatives et culturelles rassemblent ces partisans

### Exilés révolutionnaires latino-américains

Dans les années 1960 et 70, Bruxelles connaît l'arrivée d'opposants marocains et de communistes turcs. Parmi les Marocains, opposants déterminés au roi, il faut retenir en particulier la figure de Mohamed El Baroudi, syndicaliste, internationaliste, à la base de cours d'alphabétisation qui aboutiront ensuite à la création du « Collectif d'Alphabétisation », puis de « Lire et Ecrire ».

Mais c'est surtout l'arrivée de milliers d'exilés latino-américains qui va marquer les esprits et susciter des élans de solidarité. Le coup d'Etat au Chili en 1973 provoque l'arrivée des premiers contingents d'opposants. Une coordination pluraliste d'associations, le COLARCH, organise l'obtention de visas, l'accueil et les pressions nécessaires pour défendre les victimes en Amérique latine. A partir de 1976, des Argentins, Uruguayens et Boliviens rejoignent les premiers arrivés. Le SEUL, Service Européen des Universitaires Latino-américains, s'établit près de la gare du midi dans des locaux partagés avec la fédération bruxelloise de la JOC et de la JOCF. Ce service deviendra la « Casa de América latina » et organisera de multiples activités : publications, documentation, conférences et siège de plusieurs comités de défense des droits humains.

L'établissement des traités européens va progressivement changer la donne. La situation des nouveaux exilés et réfugiés va se corseter. Mais voilà quelques étapes d'une histoire riche et mouvementée au sein d'une ville cosmopolite qui nous rappelle que les actions révolutionnaires ne peuvent être limitées à un épicerie effervescent. Ses ondes parcourent le monde et touchent directement notre capitale qui n'est pas qu'un centre administratif de décision.

### POUR EN SAVOIR PLUS ,

\*Le Bruxelles des révolutionnaires de 1830 à nos jours, sous la dir. d'A. Morelli, Ed. CFC, 2016.

\*J. Gotovitch, Le Zentral-Soldatenrat ou le Conseil des soldats allemands à Bruxelles, Liège, Hasselt et Léopoldsborg, publié en ligne, hachhachhh.blogspot.be/2015/05.

\*Bruxelles, 150 d'immigration, Dossier pédagogique pour formateurs, sous la dir. de M. Stessel, CARHOP/COCOF, Bruxelles 1992.

\*Et plus généralement : WWW.CARHOP.be

